Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 10 (1930)
Heft: 2

Buchbesprechung

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Besprechungen — Comptes rendus.

Frauenstudium an den Schweizer Hochschulen. Les Etudes des femmes dans les Universités suisses. Monographies publiées sous les auspices de l'Association suisse de femmes universitaires. Zurich 1928, Rascher & Cie. éditeurs.

La publication présentée à la Saffa par les femmes universitaires suisses constitue un fort intéressant document de psychologie collective. Les huit monographies dont elle se compose offrent un tableau coloré du mouvement d'émancipation intellectuelle de la femme. Ce mouvement est d'origine récente: s'il y eut dès le XVIe siècle, à Bâle par exemple, des femmes célèbres pour leur érudition, ce n'est que dans la seconde moitié du XIXe siècle que se posa la question de l'admission des femmes dans les universités en qualité d'étudiantes. Dès 1867 s'ouvre la « période héroïque » où les pionnières frayent le chemin, se heurtant parfois à des résistances farouches, mais gagnant aussi, peu à peu, des sympathies à leur cause. Et dans cette accession plus ou moins rapide des femmes aux études universitaires, on voit se refléter quelques-uns des traits distinctifs de l'esprit de nos cantons: c'est la belle audace de Zurich devant les initiatives, qui lui fait accueillir, la première en Suisse, les femmes dans son université; c'est la sage pondération des Vaudois qui retient assez longtemps les jeunes filles loin de cette voie nouvelle des études supérieures; c'est aussi à cause des tendances fortement conservatrices des milieux intellectuels de Bâle que l'université de cette ville est l'avant-dernière chez nous à accorder aux femmes la sanction régulière de leurs travaux. Les auteurs des monographies — des femmes universitaires, cela va sans dire — sont unanimes à rendre hommage à l'action décisive et bienveillante des autorités cantonales; toutes aussi, elles adressent une pensée de reconnaissance à leurs universités, en qui elles saluent avec une égale fierté des filles de la Réforme ou des représentantes de la vénérable tradition catholique.

En résumé, nous constatons que ce besoin de participer aux études supérieures, qualifié ironiquement par d'aucuns de « Révolution des Tantes », a son origine bien moins dans le désir jaloux d'égaler l'homme que dans une transformation des conditions d'existence de la femme. C'est un aspect de la lutte pour la vie et, comme ou l'a dit justement, un problème d'ordre économique et social. L'état actuel de la société a ouvert aux femmes de nouvelles possibilités d'action où elles peuvent donner plein essor à leurs aptitudes particulières. Elles expriment le voeu de pouvoir travailler au bien de l'humanité et c'est vers la médecine que se sont orientées la majorité des étudiantes. Dans cette carrière comme

dans toutes les autres, elles se sont trouvées aux prises avec des difficultés plus considérables souvent qu'elles ne les avaient prévues: effort de pensée pour maîtriser des sujets de grande envergure, lutte contre la concurrence masculine et l'encombrement des professions libérales. L'ouvrage que nous analysons est un bel hommage rendu aux qualités de vaillance, de méthode, d'initiative, de modération dont beaucoup de femmes ont fait preuve. Les femmes ont trouvé dans les études un salutaire principe d'équilibre intérieur. Plusieurs d'entre elles, particulièrement douées, font apprécier jusque dans d'autres continents le travail sérieux accompli dans les hautes écoles suisses; ainsi elles auront bien servi leur patrie. Et enfin, parmi les femmes diplômées de nos universités, nombreuses sont celles qui se vouent à l'instruction de la jeunesse; n'est-il pas désirable que leur formation soit aussi parfaite que possible? Il nous semble que ce sont là des raisons suffisantes pour légitimer la participation des femmes aux études supérieures; en la réclamant, elles ont obéi non pas à un caprice, mais à une nécessité naturelle.

Les auteurs de ces monographies ont su utiliser, pour rendre plus vivants des exposés qui risquaient d'être arides, les procédés de la science moderne: graphiques expressifs, extraits d'actes officiels habilement choisis. Leurs conclusions reposent sur une documentation sûre, établie à l'aide de statistiques complètes et précises. Une introduction condense de manière heureuse les données générales du problème, tandis que les huit études en exposent le détail avec une agréable diversité et beaucoup de mesure et de tact. La monographie de Zurich est particulièrement riche en informations et en considérations personnelles; celle de Fribourg met en relief le caractère original de la culture bilingue de cette ville; celle de Bâle, cité de l'humanisme, est présentée dans un esprit de saine philosophie. Les études relatives à Genève, Neuchâtel, Lausanne, Berne et St.-Gall, plus brèves et peut-être moins brillantes, n'en sont pas moins dignes d'intérêt et de confiance. On peut regretter de ne pas trouver dans ce volume un écho des expériences faites par les étudiantes de la Suisse italienne: cette lacune est imputable à l'absence d'université dans cette région de notre pays.

Genève. Marg. Maire.

Jahresberichte für deutsche Geschichte. Unter redaktioneller Mitarbeit von Staatsarchivrat Dr. Victor Loewe herausgegeben von Albert Brackmann und Fritz Hartung. 2. Jahrgang 1926. Verlag von K. F. Koehler. Leipzig 1928. 805 Seiten. — 3. Jahrgang 1927. Verlag von K. F. Koehler, Leipzig 1929. 800 Seiten.

Über das Prinzipielle der « Jahresberichte für deutsche Geschichte » hat sich Eduard Fueter in dieser Zeitschrift Jahrgang 1929, Seite 85—87, ausgesprochen. Was die allgemeinen, von Fueter hervorgehobenen

Merkmale betrifft, so kann sich der Referent durchaus dem Fueter'schen Urteil anschließen. Insbesondere muß betont werden, daß es der Schriftleitung gelungen ist, die Zeitspanne zwischen dem Ende des Berichtsjahres und dem Erscheinen des fertig gedruckten Bandes auf ziemlich genau zwei Jahre festzusetzen. Das scheint auf den ersten Blick eine lange Frist, aber es ist zu beachten, daß das Unternehmen mit einem sehr komplizierten Apparat arbeitet. So enthält der 2. Jahrgang über 3200 Büchertitel und Forschungsberichte im Umfang von 580 Seiten, wobei als weitere Eigentümlichkeit festzustellen ist, daß an den Forschungsberichten siebzig Berichterstatter beteiligt sind. Ähnlich liegen die Verhältnisse beim 3. Jahrgang. Zieht man diese Zahlen in Betracht, so muß vor allem die große organisatorische Arbeit anerkannt werden, die die Schriftleitung des Unternehmens geleistet hat. Das Erscheinen des beiden hier zur Berichterstattung stehenden Bände wäre nicht möglich gewesen ohne die Unterstützung der Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft und ohne das weitgehende Entgegenkommen des Verlages K. F. Koehler und der Deutschen Bücherei in Leipzig, die ihr Zettelmaterial über die in Deutschland erschienene Literatur zur Verfügung stellte.

Der zweite Jahrgang (Berichtsjahr 1926) enthält als neue Bestandteile Berichte über die in polnischer und russischer Sprache erschienene Literatur zur deutschen Geschichte, sowie einen Bericht über die mit der deutschen Geschichte eng verbundene belgisch-niederländische Geschichte des Mittelalters und einen Bericht über Arbeiten zur deutschen Geschichte in nordischen Sprachen. Ein nahezu vierzig Druckseiten umfassendes Referat über «Allgemeine Geistesgeschichte des Mittelalters» (Berichtsjahr 1926) aus der Feder von Alfred von Martin (München) im dritten Jahrgang wird das stärkste Interesse der Leser finden. Ferner bietet der dritte Jahrgang einen Abschnitt über Münzgeschichte, und für später ist der weitere Ausbau des Abschnittes über Deutschtum im Auslande und die Einfügung eines Kapitels über Zeitungsgeschichte in Aussicht genommen. Was die einzelnen Referate betrifft, so enthalten beide Bände natürlich eine reiche Fülle von Material für jeden in der Schweiz arbeitenden Forscher. Hervorgehoben seien etwa die in beiden Jahrgängen gleich inhaltsvollen Abschnitte über Hilfswissenschaften (im 2. Jahrgang etwa 50 Seiten, im 3. Jahrgang ungefähr 60 Seiten). Über Pastors «Geschichte der Päpste» (10. und 11. Band) wird im 2. Jahrgang an zwei Stellen von zwei verschiedenen Berichterstattern referiert (S. 298 und 461), zunächst unter dem Stichwort «Deutsche Geschichte von 1519—1648», dann im Abschnitt «Katholische Kirchengeschichte der Neuzeit». Der 12. Band findet im 3. Jahrgang (S. 365) seine Würdigung. Wir möchten gerade in dieser gründlichen Aussprache über bedeutende Neuerscheinungen einen großen Vorteil der Jahresberichte erblicken, obschon die Schriftleitung natürlich bestrebt sein wird, Doppelbesprechungen tunlichst einzuschränken oder zu vermeiden. In ähn-

licher Weise wird die gerade für schweizerische Verhältnisse besonders wichtige Studie von Franz Beyerle « Zur Gründungsgeschichte der Abtei Reichenau und des Bistums Konstanz (Zeitschrift der Savygnistiftung f. Rechtsgeschichte, Kanonistische Abteilung 15, 512—531) von zwei verschiedenen Seiten her einer kritischen Prüfung unterzogen (2. Jahrgang, S. 259 und S. 441). Beachtung verdient auch der Bericht über den Fortgang der Arbeiten am Deutschen Rechtswörterbuch (2. Jahrgang, S. 365). Wilhelm Mommsen und Hans Herzfeld nehmen (2. Jahrgang, S. 326 und S. 337) die durchaus nötige Abgrenzung und Abrechnung mit Emil Ludwig vor.

Die Geschichte der Schweiz findet in den Jahresberichten insofern einen Platz, als die wichtigsten Neuerscheinungen bis zum Ausgang des Mittelalters, d. h. bis 1499, aufgenommen sind. Für den 2. Jahrgang hat Prof. Dr. Rudolf Thommen in Basel den Bericht besorgt, für den 3. Jahrgang der Referent. — Ausgezeichnete Register (Autoren- und Sachregister) ermöglichen die Benützung der reichhaltigen und für den Wissenschafter unentbehrlichen Bände.

Zürich. Anton Largiadèr.

Hilfswissenschaften.

ADRIANO CAPPELLI (Archivar und Paläograph bei dem königl. Staatsarchiv zu Parma). *Lexicon Abbreviaturarum.* Wörterbuch lateinischer und italienischer Abkürzungen, wie sie in Urkunden und Handschriften besonders des Mittelalters gebräuchlich sind, dargestellt in über 14 000 Holzschnittzeichen. Zweite, verbesserte Auflage. Leipzig, 1928, J. J. Weber. LXVI + 544 Seiten. (Mit acht als Schriftproben reproduzierten Faksimiletafeln.)

Wer als Forscher, Lehrer oder Studierender irgendwie mit mittelalterlichen Texten zu tun hat, kennt die beiden Hilfsmittel von Chassant und von Cappelli. Das Werk von Chassant (Dictionnaire des abbréviations latines et françaises. 5. Auflage Paris 1884) berücksichtigt mehr das französischem Gebiet entstammende Quellenmaterial des Mittelalters, das Cappellische Lexikon dient allen denjenigen, deren Studien ins Gebiet der italienischen Geschichte führen. Zwei italienische Ausgaben des Cappelli sind 1899 und 1912 bei Hoepli in Mailand erschienen, die erste deutsche Ausgabe bei Weber in Leipzig im Jahre 1901. Nunmehr erscheint eine zweite und verbesserte Auflage des deutschen Cappelli, bereichert um zahlreiche Zusätze. Zunächst hat der Verfasser acht Schriftbeispiele vom 12. bis zum 15. Jahrhundert in guten Wiedergaben beigesteuert, um typische Beispiele der in Urkunden und Büchern verwendeten Abkürzungen zu geben. In einem auf das Dreifache vergrößerten Anhang sind die epigraphischen Abkürzungen der römischen und christlichen Zeit mit Einschluß der auf Münzen und Medaillen gebräuchlichen Abbreviaturen zusammengestellt. Ein Anhang enthält in nahezu

anderthalbhundert Titeln eine Bibliographie der hauptsächlichen Veröffentlichungen über die lateinischen Abbreviaturen und die epigraphischen Sigel. — Die drucktechnische Ausstattung des unentbehrlichen Hilfsmittels entspricht allen Anforderungen, und so braucht auch die neue Ausgabe des Cappelli keine weitere Empfehlung, gehört doch das Buch neben dem Grotefend auch in unserem Lande längst zum täglichen Rüstzeug derjenigen, die sich mit lateinischen Texten des Mittelalters befassen.

DONALD LINDSAY GALBREATH. *Handbüchlein der Heraldik.* Mit einem deutsch-französischen und französisch-deutschen heraldischen Wörterbuch. Vorwort von Walther Merz. 136 farbige und 294 schwarze, zum Teil ganzseitige Abbildungen. Lausanne 1930. Edition Spes. IV + 294 S.

Das vorliegende Schriftchen ist die Neubearbeitung und Uebersetzung eines Manuel d'Heraldique, das im Jahre 1923 H. de Vevey und D. L. Galbreath herausgegeben haben. Für die deutsche Fassung ist das Bildermaterial der deutschen Schweiz und den angrenzenden Gebieten entnommen worden; die Auswahl wie die Art der Wiedergabe ist gleich vortrefflich. Was das Wappen in der Vergangenheit unseres Landes im staatlichen, kirchlichen und bürgerlichen Leben bedeutet hat, wird hier gut veranschaulicht. Neben dem größeren Werke von Paul Ganz, Geschichte der Heraldischen Kunst in der Schweiz im XII. und XIII. Jahrhundert (Frauenfeld 1899) und neben den zahlreichen neueren Arbeiten von Walter Merz, Friedrich Hegi, W. R. Staehelin u. a. wird das «Handbüchlein der Heraldik» seine Rolle im Sinne eines zuerlässigen Kompendiums durchaus erfüllen.

Deutsch-schweizerisches Geschlechterbuch, herausgegeben von Bernhard Koerner, bearbeitet in Gemeinschaft mit Fritz Amberger zu Rüschlikon. Druck und Verlag von C. A. Starke, Görlitz. 1. Band 1923, 647 Seiten. — 2. Band 1926, 512 Seiten. — 3. Band 1927, 613 Seiten. — 4. Band 1929, 800 Seiten.

Die vier vorliegenden Bände bilden einen Bestandteil des Deutschen Geschlechterbuches (Genealogisches Handbuch bürgerlicher Familien), nämlich die Bände 42, 48, 56 und 65. Obschon es sich um ein ausgesprochenes Spezialgebiet handelt, sei auf die schweizerischen Familien hingewiesen, deren Stammfolge in diesen Geschlechterbüchern enthalten ist, denn es steckt reichhaltiges Material zur Geistes- und Wirtschaftsgeschichte der deutschen Schweiz darin: Ammann, Blumer, Brandenberger, Bürkli, von der Crone, Finsler, Fröhlich, Geßler, Gujer, Keller, Körner, Kuhn, Kummer, Kuser, Lavater, Lutz, Manz, Michel, Nägeli, Schweizer, Schwerzenbach, Spinner, Steiner, Wolf und Wolff, Wolfensberger, Wunderly, Zangger, Zwicky.

ANTON VELLEMANN. *Dicziunari scurznieu da la Lingua ladina.* Ladinisches Notwörterbuch mit deutscher, französischer und englischer Übersetzung und zahlreichen topographischen und demographischen Angaben. Samaden 1929. Engadin Press Co. 922 S.

Der Verfasser, Dozent an der Universität Genf, läßt seiner «Grammatik der lateinischen Sprache des Oberengadins» nun noch ein geschickt angelegtes Wörterbuch folgen, das auch dem Historiker bei Beschäftigung mit bündnerischen Quellen gute Dienste leisten wird. Vellemanns Wörterbuch ist gewissermaßen ein Auszug aus den großen und teuren Werken von Zaccaria und Emil Pallioppi.

Zürich. Anton Largiadèr.

JAKOB WACKERNAGEL, *Die geistigen Grundlagen des mittelalterlichen Rechts.* Heft 62 von «Recht und Staat in Geschichte und Gegenwart». Tübingen 1929. Verlag J. C. B, Mohr.

Der Verfasser behandelte diesen Gegenstand am 27. November 1928 im Rahmen der Akademischen Vorträge der Universität Basel.

Er betont gleich, daß mittelalterliches Recht nicht Kunst einer Kaste, sondern mit der Totalität des Lebens eng verwachsen ist. Letzterdings können daher die geistigen Grundlagen mittelalterlichen Rechts keine anderen sein, als die des mittelalterlichen Lebens überhaupt. Gegenstand der Betrachtung sind somit die besonderen Konstellationen mittelalterlichen Geistes, wie sie sich in den einzelnen Lebensgebieten ausprägen, und in denen er sich im mittelalterlichen Recht äußert.

Bezeichnend für den Geist des Mittelalters sind zwei Züge: die verhältnismäßig geringe Ausbildung des Persönlichkeitsbewußtseins und die unintellektuelle, dafür aber naiv-gefühlsstarke Wesenshaltung. Dafür, daß diese zwei Besonderheiten der geistigen Grundanlage des Mittelalters auch im Rechtsleben zum Ausdruck gelangen, führt der Verfasser einige besonders typische Beispiele an: den Formalismus im Recht, das starke Verbundensein der Völkerrechtssubjekte mit der universalen Machtstellung des Papstes, die internationale Gebundenheit des Ritteradels, die nicht staatliche, aber grundherrliche Gebundenheit der Hörigen, die Bindung von Freien und Hörigen durch Marktgenossenschaften, der städtischen Handwerker durch die Zünfte, das Arbeitsrecht mit seinem unrationalen Treueverhältnis zwischen Arbeitnehmer und Arbeitgeber, das Familienrecht mit der wirtschaftlichen und juristischen Solidarität der Familienglieder, das Strafrecht mit entweder nachsichtiger Toleranz gegenüber dem Delikt oder endgültiger Trennung zwischen Missetäter und Gesellschaft, die unmittelbare Gegenüberstellung von Hartherzigkeit und gefühlsstarker Zuneigung zum Mitmenschen in den Sitten überhaupt.

Interessante Hinweise auf unsere Zeit, so im Arbeitsrecht, verleihen der Schrift Gegenwartswert. Tief eindringend und beziehungsreich, gibt sie dem Leser eine Reihe anregender und weitreichender Probleme zum

Nachdenken auf und stellt eine vorzügliche Charakteristik der Seele des Mittelalters dar.

Zürich. Otto Weiß.

FRITZ FLEINER, *Schweizerische und deutsche Staatsauffassung*. Heft 67 von «Recht und Staat in Geschichte und Gegenwart». Tübingen 1929. J. C. B. Mohr.

Über dieses Thema hielt der Verfasser im Dezember 1928 bei der Vereinigung der Reichsdeutschen Studierenden beider Hochschulen in Zürich einen Vortrag, dessen Hauptgedanken die vorliegende Schrift wiedergibt. Sie stellt der Übereinstimmung zwischen dem schweizerischen Volksstaat und dem deutschen Freistaat, wie sie aus den beiden Verfassungen hervorgeht, die hinter diesen stehenden Staatsauffassungen entgegen.

Jeder einzelne Verfassungsgrundsatz besitzt in jedem der beiden Staaten seine besondere Färbung; der Verfasser zeigt dies in fesselnder Weise an den Beispielen der Volkssouveränität und des Schutzes der individuellen Rechte. Den starken zentralistisch-unitarischen Zug der Weimarer Verfassung erklärt er aus der Tatsache, daß mit den Dynastien die eigentlichen Schirmherren der förderalistischen Elemente der Reichsverfassung gefallen sind. In der Schweiz sind die ethnographisch, konfessionell und politisch auseinanderstrebenden Elemente ohne Rücksicht auf ihre zahlenmäßige Stärke durch die Eidgenossenschaft ins Gleichgewicht gebracht worden; Zentralismus und Förderalismus stützen sich wechselseitig. Der Bund ist Schirmherr der kantonalen Besonderheiten, die Kantone sind die polotischen Experimentierfelder für den Bund geworden.

Flüssig und klar formuliert, hebt die Schrift in prägnanter Weise die wesentlichen Gleichheiten und Unterschiede heraus. Inbezug auf die erzieherische Wirkung der schweizerischen Volksrechte mag ihr optimistischer Ton auffallen.

Zürich. Otto Weiß.

CINGRIA, CHARLES ALBERT. *La civilisation de St. Gall* (Les Cahiers Romands Nr. 5), Genève, 1929, Librairie Payot & Cie., 132 pages.

Die Probleme der St. Galler Kulturgeschichte lenken in den letzten Jahren die Aufmerksamkeit wieder in erhöhtem Maße auf sich. Jch nenne in erster Linie das Buch von R. van Doren «L'influence musicale de l'abbaye de St. Gall» (1925), das an manche Überlieferungen eine kritische Sonde legt und, mag es auch teilweise auf heftige Ablehnung gestoßen sein, eine markante Leistung bleibt. Dann wäre zu nennen J. M. Clark, The abbey of St. Gall (1926) — ein Buch, dessen Wert weniger in der Selbständigkeit des Gedankenganges und der Problemstellung liegt, als darin, daß es einen ziemlich vielseitigen und objektiven Überblick über das Material bietet (übrigens war Clark die Untersuchung Van Dorens noch unbekannt). Und nun kommt Charles Albert Cingria mit seiner «Civilisation de St. Gall».

Naturgemäß wird in jedem Werk, das sich mit der Kulturgeschichte St. Gallens, dieses wichtigen musikalischen Scriptoriums, befaßt, das Musikgeschichtliche eine große Rolle spielen. Bei Van Doren ist es der einzige Untersuchungsgegenstand; bei Clark, dessen Hauptstärke allerdings nicht auf diesem Gebiet liegt, findet es doch gebührende Berücksichtigung; und bei Cingria bildet es wiederum — trotz des weiter ausgreifenden Titels — fast das einzige Thema.

Es ist eigentümlich, wie sehr in den aufeinander folgenden Arbeiten zur St. Galler Musikgeschichte die Haltung der örtlichen Tradition gegenüber — welche sich hauptsächlich in Ekkehards « Casus Sancti Galli » verkörpert — gewechselt hat. Der alte Schubiger hatte eine gewisse naive Gläubigkeit, arbeitete aber immerhin mit einer ansehnlichen Beherrschung des musikphilologischen Materials. Auch Wilmanns und Von Winterfeld, die sich speziell mit der Abmessung von Notkers Anteil an der Geschichte der Sequenz befaßten, standen noch im Wesentlichen auf dem Boden der Tradition. Van Doren zeigte sich als kühner Umstürzler; ihm waren teilweise bereits die Hymnologen Dreves und Blume vorangegangen. Und Cingria? Er übertrifft in seiner gläubigen Pietät alles vorher Dagewesene — ein charakteristischer Zug unserer Zeit, der auch in der Historie zur Geltung kommt. Cingria scheint nicht beachtet zu haben, daß bereits ein behutsamer Forscher wie Meyer von Knonau Ekkehard gegenüber allerlei Vorbehalte gemacht hatte; auf der andern Seite möchte Cingria aber aus psychologischen Gründen die Zuweisung der « Gesta Caroli Magni » an Notker nicht gelten lassen. Über einen Skeptiker wie R. van Doren kann Cingria richtig böse werden.

Wir sehen daraus bereits, daß Cingria seinen Gegenstand wirklich ins Herz geschlossen hat, und dies ist der sympathischeste Zug an diesem Buch. Cingria hat ferner Geist, und es ist amüsant, wie er seinen Standpunkt der Gläubigkeit — auch angesichts des Wunderbaren, ja hier sogar erst recht — einer nörgelnden Zweifelsucht gegenüber verficht. Cingria hat sich schließlich auch in der Literatur umgesehen, aber doch nicht umfassend genug, um mit einer Zuverlässigkeit zu sprechen, die seinem Reichtum an Geist gleichkäme. So ist es im Ganzen weniger ein Buch der Ergebnisse als eines, das zur Beschäftigung mit dem Gegenstand und zu vertiefter Forschung anregt.

Zürich. J. Handschin.

Zur Geschichte des St. Galler Oberlandes. Von Dr. JOHANNES EGLI und Dr. ERNST KIND. (Beiträge zur st. gallischen Geschichte, herausgegeben vom Historischen Verein des Kantons St. Gallen. Neue Folge, Heft 1.) St. Gallen, 1929, Fehrsche Buchhandlung. 52 Seiten.

Auf S. 3 bis 23 des vorliegenden Heftes stellt der verdienstvolle Leiter des Historischen Museums in St. Gallen, Johannes Egli, alle Nachrichten, inkl. die Ergebnisse archäologischer Forschungen über

das St. Galler Oberland in römischer Zeit zusammen. Seine Darlegungen fußen auf den Arbeiten von Ferdinand Keller, Heierli, Emil Bächler, Jost, Winteler, C. Pult und Felix Staehelin, sowie auf den Erfahrungen eigener Ausgrabungen. Der südliche Teil des Kantons St. Gallen hat damit eine Bearbeitung gefunden, die in vielen Punkten ähnliche Wege geht wie die außerordentliche aufschlußreiche Studie von T. Schieß über die «st. gallischen Weilerorte» (in der Festgabe für Robert Durrer, Stans 1928, S. 48—83), vgl. diese Zeitschrift Jahrgang 1929, S. 200. — Ernst Kind handelt in dem gleichen Heft, S. 25 bis 45, über die Geschichte des St. Galler Oberlandes im Mittelalter und in der neueren Zeit in Form eines «historischen Rundblickes vom Schloß Sargans». — Beide Arbeiten sind erfreuliche Beweise dafür, wie sehr die an manchen Orten nicht hoch im Kurse stehende sog. «Lokalgeschichte» oder «Landesgeschichte» bei richtiger Einordnung der Dinge in den allgemeinen Zusammenhang geeignet ist, wertvolle Ergebnisse zu vermitteln. — Neben den grundsätzlichen Bemerkungen Kinds auf S. 27 der zur Besprechung stehenden Schrift sei an diesem Orte auf die auch für die schweizerische Forschung aufschlußreiche Studie von Erich Keyser über «Deutsche Landesgeschichte» (Historische Zeitschrift, Band 139, S. 252—272, München und Berlin 1929) hingewiesen.

Zürich. Anton Largiadèr.

WALTHER KÖHLER, *Das Religionsgespräch zu Marburg 1529.* Sammlung gemeinverständlicher Vorträge und Schriften aus dem Gebiet der Theologie und Religionsgeschichte 140. Tübingen 1929. Verlag von J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). 43 S.

Die vorliegende Schrift ist der stark erweiterte und mit Belegen versehene Vortrag, den Köhler am 13. September 1929 in Marburg anläßlich der Gedächtnisfeier des Gespräches von 1529 hielt. Sie stellt einen Überblick über die gesamte Problematik des Abendmahlstreites zwischen Luther und Zwingli dar, hebt ganz besonders die entscheidenden theologischen Fragen heraus und stellt das Gespräch als Höhepunkt der spannungsvollen Beziehungen der beiden Reformatoren in diesen Zusammenhang. Köhler stellt das Ganze unter den Gesichtspunkt eines Wortes Billikans «de fide erit contentio et de mysterio divinae operationis in nobis». In einem I. Abschnitt wird gezeigt, wie zunächst beide Reformatoren vom Glauben aus die katholische Lehre des Meßopfers auflösen, indem sie jedes Werk ausschalten. Dieser Auflösung muß der kultische Neuaufbau der Abendmahlsfeier folgen und damit die Besinnung über den positiven Gehalt der Handlung. Die Abendmahlslehre rückt in den Vordergrund. Beide Reformatoren lassen die Transsubstantiation fallen als ein Werk der Consecrationsworte des Priesters. Der Glaube tritt auch im Sakrament an des Werkes Stelle. Luther und Zwingli haben gerade im Zusammenhang mit der Abendmahlslehre Tiefstes und Frömmstes über

den Glauben geredet. « In diesem religiösen Quellpunkt sind sie eins » (S. 11). Schon in der Zeit, da Zwingli noch an der Realpräsenz des Fleisches und Blutes Christi in Wein und Brot festhält, betont er doch, daß diese nur dann eintritt, wenn der Genießende im Glauben darnach verlange. Den folgenschweren weitern Schritt der Ablösung der Realpräsenz tut Zwingli unter dem Einfluß des Briefes des Niederländers Honius. Christus sagt in den Einsetzungsworten: Das bedeutet meinen Leib. W. Köhler betont nun vor allem die Bedeutung des gläubigen Subjektes in dieser Abendmahlslehre. Er formuliert sehr scharf: « Das objektive Moment liegt also nur in der Einsetzung der Handlung als solcher, ihren Wert aber schafft das subjektive Gedenken ». Es ist « der subjektive Glaube allein konstitutiv gesetzt » (S. 13) und oben (S. 11) « wenn Christus unter der Erscheinung des Brotes nur da ist, wenn der Glaube nach ihm verlangt, so ist der Glaube schöpferisch und absolut primär im Abendmahl ». Der zweite Abschnitt zeigt zunächst, daß auch bei Luther der Glaube von wesentlicher Bedeutung ist beim Abendmahl. Nun zeigt es sich aber, daß « Glaube und Glaube hüben und drüben nicht dasselbe war » (S. 15). Köhler erweitert den Gedankengang. Er spricht allerdings auf der einen Seite immer wieder vom Glauben der Reformatoren in Bezug auf das Abendmahl, andererseits verallgemeinert er die an diesem Punkte gefundenen Verschiedenheiten zwischen Luther und Zwingli und will sie auf grundsätzliche Verschiedenheiten im Glaubensbegriff überhaupt zurückführen, auf eine contentio de fide schlechthin, « es geht um das Herzstück der Reformation » (S. 17), « Es geht um eine Monographie de fide hüben und drüben » (Anm. 17). Köhler führt aus: Christlicher Glaube ist immer eine polargespannte Lebensbewegung. Bei Zwingli steht der subjektive Pol des Glaubens im Vordergrund. Luther dagegen « denkt in religiösen Dingen primär von oben nach unten, primär von Gott und nicht vom Menschen her » (S. 16). So ist in Bezug auf das Abendmahl bei Luther das Wort maßgebend, objektiv, das Wort setzt die Gegenwart Christi, unbekümmert um die Haltung des Menschen, auch der Ungläubige empfängt Leib und Blut Christi, er freilich zum Gericht. « Die Polarität des Glaubens tritt also in Luther und Zwingli in dem Sinne auseinander, daß hier der subjektive, dort der objektive Pol primär wird. Hier die Mystik, dort das Wort » (S. 17).

Nun betont aber Köhler, daß bei beiden die Polarität selbst nicht gesprengt wird, « es bleibt ein gemeinsamer Untergrund » (S. 17). Auch bei Zwingli « wird die fides nie schlechthin Menschenwerk » (S. 18, Anm. 17). In der nun entstehenden Auseinandersetzung greifen beide Reformatoren auf ihre akademischen Lehrjahre zurück. Zwingli scheidet die Gottheit und Menschheit in Christus, jene ist allgegenwärtig und überall, diese, umrissen, sitzt zur Rechten Gottes. Gott ist Geist, das Fleisch ist nichts nütze, der Glaube kann sich nur auf rein Geistiges beziehen. Luther betont die Gottmenschheit Christi in Einigung, Vermischung und

Durchdringung. Der Gottmensch ist eine Einheit, seine reale Gegenwart verbürgt die Sündenvergebung. Jede vernünftige Frage nach dem Wie ist menschlicher Vorwitz. Über diese Kluft suchen die Straßburger eine Brücke zu schlagen, indem sie die geistige Gegenwart Christi betonen. Es taucht der Gedanke eines Religionsgespräches auf, die politische Lage fordert die Einigung der Protestanten. Die wirksame Führung ging von Philipp von Hessen aus. Darüber berichtet der dritte Abschnitt. Zwingli war sofort bereit zum Gespräch. Luther und die Seinen knüpften das Bündnis an ein Bekenntnis. Sie wollten sich nur mit denen politisch verbinden, die den richtigen Glauben mit ihnen zusammen anerkannten. Dem eigentlichen Gespräch zwischen Luther und Zwingli gingen Verhandlungen zwischen Luther und Oekolampad, Zwingli und Melanchthon voraus. Die beiden letztern fanden eine Brücke im Kernpunkt der Auffassung vom Glauben. Sie erklärten über «das Wort»: «das Wort wird genommen für die Meinung und den Gedanken Gottes selbst; dieser Gedanke ist und bleibt Gottes Gedanke, eingehüllt jedoch in menschliche Worte. Diese Meinung des göttlichen Willens faßt das menschliche Herz dann, wenn es vom Vater gezogen wird» (S. 31). Im Gespräch zwischen Luther und Zwingli tut sich aufs Neue die ganze Gegensätzlichkeit auf. Zwingli hält fest an der Bedeutung des Glaubens für das Abendmahl. «Bei Luther, das Wort und nur das Wort, bei Zwingli des Wortes Kraft an meinen Glauben gebunden, dort Gott allein, hier Gott und Ich, und die mit Melanchthon gefundene Brücke, daß dieses Ich vom Vater gezogen werde, trug nicht, es blieb doch das Ich neben Gott» (S. 34, die Sperrungen von Köhler). Der Vermittlungsversuch, auf Veranlassung des Landgrafen von den Lutheranern aus vorgelegt, scheiterte an Zwingli, der nicht die Klarheit preisgeben konnte für einen unklaren Kompromiß, der ihn in den Augen der Schweizer Kirchen zum Papisten gestempelt hätte. Doch werden 15 Artikel aufgesetzt, der letzte stellt die Verschiedenheit in der Abendmahlslehre fest. Die Wirkung dieses Gesprächs und dieser Artikel beruht darin, daß sich schließlich die Straßburger Luther anschließen konnten, die Abtrennung der Schweiz blieb besiegelt.

Diese Darstellung des Abendmahlstreites aus der Feder des ersten Kenners des ganzen Problems gibt uns einen tiefgreifenden Überblick über das Ganze. Der uns heute so schwer verständliche Gegensatz zwischen Luther und Zwingli in der Abendmahlslehre wird auf seine tieferen Ursachen zurückgeführt und als eine tiefbegründete geschichtliche Notwendigkeit dargetan. Es geht um den Glaubensbegriff. Luthers Glaube gehorcht dem Wort laut der Schrift und ist bereit, kreatürliche Stützen anzunehmen. Zwinglis Glaube richtet sich nur auf die rein geistige, abstrakte Tatsache der göttlichen Botschaft von der Sündenvergebung. Das Abendmahl kann also nur die Bedeutung einer Gedächtnisfeier an die diese Botschaft verbürgenden Heilstatsachen haben. So kann das Abendmahl auch nur für den einen Sinn haben, der an diese Heils-

tatsachen glaubt. Mit Recht stellt also Köhler fest, daß für Luther das Abendmahl eine objektive Größe ist. Die Einsetzungsworte haben für jedermann, ob er glaube oder nicht glaube, einen Sinn. Für Zwingli ist das Abendmahl aber nur in dem Sinne subjektiv, als es für alle diejenigen, die nicht glauben, bedeutungslos ist. Im Sinne eines Teiles der göttlichen Schrift und der gesamten göttlichen Wahrheit über Sündenvergebung und Heil des Menschen ist aber auch für Zwingli das Abendmahl eine objektive Größe. Der Abendmahlstreit ist also eine contentio de fide insofern, als das Abendmahl eine Frage ist, die überhaupt nur innerhalb der Sphäre des Glaubens zum Leben erwacht. Darf nun aber diese contentio de fide über das Abendmahl hinaus verallgemeinert werden? Besteht wirklich ein wesentlicher Unterschied in der Betonung der Pole innerhalb des als polar gespannte Lebensbewegung charakterisierten Glaubens? Was heißt vor allem der von Köhler oft gebrauchte Ausdruck «primär»? Köhler beantwortete mir diese Frage brieflich. Er verstehe «primär» nicht im Sinne von prima causa, sondern von primo loco, im Sinne von maßgebend, entscheidend. Aber auch damit scheint mir nicht viel gewonnen. Die Verallgemeinerungen Köhlers erscheinen mir zu unbestimmt. Köhler deutet auch selbst bestimmtere Fragen an — er betont, daß Glaube bei Zwingli nie schlechthin Menschenwerk sei — also die Frage nach der Entstehung des Glaubens. Von dieser Frage aus dürfte aber keineswegs der subjektive Pol bei Zwingli als der primäre bezeichnet werden, oder etwa die Sätze über Luther (S. 16) umgekehrt werden, so daß es hieße: Zwingli denkt in religiösen Dingen primär vom Menschen her. Köhler begünstigt diese Umkehr durch den Satz: «.. der Glaube stieg von unten nach oben. Genau umgekehrt Luther..» (S. 15). Was die Entstehung des Glaubens anbetrifft, so hat sich Zwingli unmißverständlich dahin ausgesprochen, daß der Glaube im Menschen von Gott durch den Geist in der Wortverkündigung gewirkt und geschaffen werde (z. B. Werke III, 786, Z. 12. 18. 21, auch Köhler, S. 22: «Und hatte nicht Zwingli bei aller Subjektivität den Glauben Gottes-Gabe sein lassen?»). Von hier aus müssen auch die Ausführungen Köhlers (S. 34) eingeschränkt werden. Gewiß ist «mein G l a u b e» (Sperrung von mir) notwendig zur Erfassung des Wortes im Abendmahl. Damit ist aber die Brücke Melanchthons, daß das glaubende Ich vom Vater gezogen werde, gar nicht abgebrochen. Man kann von Zwingli nicht sagen, daß «das Ich n e b e n Gott» steht. Vielmehr liegt die Trennung nur darin, daß für Luther kein Glaube, gleichgültig ob er vom Ich oder von Gott her rühre, nötig ist, damit die Abendmahlsworte ihre Bedeutung haben. Was die Entstehung des Glaubens anbetrifft, ist auch bei Zwingli Gott «primär», maßgebend. Darüber besteht, soviel ich sehe, keine contentio de fide zwischen den Reformatoren. Aber über den Inhalt des Glaubens? Ja, wie wir als durchaus richtig bei Köhler feststellten, in Bezug auf das Abendmahl, im Zusammenhang damit in Bezug auf die Christologie und

im Zusammenhang damit in Bezug auf die Fleischwerdung des Wortes. Mir scheint der Aufsatz von E. Seeberg in der Festschrift für R. Seeberg die richtige Fragestellung, nur vielleicht wieder eine zu spezielle Antwort, zu enthalten.

Ja, wenn wir noch weiter nach Inhalten des Glaubens fragen oder fragen, wie stark der religiöse Quellpunkt war, in welchem die Reformatoren eins waren, dann muß doch in einem Vortrag über das Marburger Gespräch in stärkerem Maße auf die 14 Marburger Artikel hingewiesen werden, welche beide Reformatoren annahmen. Hier sind Aussagen des Glaubens formuliert, die doch an Inhalt sehr reich sind, Glaube an Gott, den Schöpfer, an Jesus Christus, seinen Sohn, unsern Erlöser, usw. unter 6 die ausdrückliche Feststellung, daß dieser Glaube eine Gabe Gottes sei. Auf diesen gemeinsamen Inhalt geht Köhler nicht ein. Allerdings wurde dieser in Marburg nicht wichtig und war nicht stark genug, um eine Einigung der Reformatoren herbeizuführen. Aber darum darf doch der große gemeinsame Grund, den ja schon Bucer gesehen und als « substantia Christianismi » erfaßt hatte, nicht so stark zurücktreten. Für den von Außen den Abendmahlstreit übersehenden Historiker ist doch dieser gemeinsame Grund da, auch wenn er nicht wirksam geworden ist.

An dieser Stelle erhebt sich nun allerdings eine weitere methodische Frage. Die Bemühungen Köhlers gehen darum — das ist schon aus seinen zusammenfassenden Darstellungen über Luther und Zwingli zu erkennen — die Frage zu beantworten, die er selbst zum Titel eines Vortrages gemacht hat: Warum sind Luther und Zwingli 1529 in Marburg nicht einig geworden? (Anm. 8). Diese Frage beherrscht in starkem Maße z. B. auch das Büchlein Köhlers: « Die Geisteswelt Ulrich Zwinglis » (Gotha 1920). Dieses beginnt: « Ihr habt einen anderen Geist als wir ». In der Einführung (S. 2) wirft aber nun Köhler selbst die andere Frage auf, ob nicht « das Wollen hüben und drüben unter ein gemeinsames Ziel gebracht werden kann und seine Gegensätzlichkeit zu einer Wegverschiedenheit abblaßt ». Es liegen also zwei Gesichtspunkte vor und es ist von entscheidender Bedeutung für die Beurteilung des Abendmahlstreites, welchen wir wählen. Der erstere sucht auszugehen vom Marburger Tage selbst, er nimmt den Tatbestand, seine Ursachen und seine unmittelbaren Wirkungen auf. Von da aus gesehen ist das Marburger Gespräch eine contentio de fide. Die Verschiedenheit der Ansicht über die Bedeutung des Glaubens in Bezug auf das Abendmal war, weil es eine Glaubensfrage war, so stark, daß sich die Reformatoren nicht einigen konnten. Der zweite Gesichtspunkt geht von unserer heutigen Stellung aus und sucht Marburg im Zusammenhang der Geschichte des Christentums überhaupt zu sehen. Von da aus ist das Gespräch keine contentio de fide, denn von da sind nicht nur die ganz allgemeinen Fragen nach Christentum oder Nicht-Christentum, nach Glaube oder Nicht-Glaube, sondern auch die spezielleren Fragen nach Rechtfertigung aus Glauben oder

aus Werken, nach der Kirche als der Gemeinschaft aller Gläubigen usw. so viel wichtiger als die Abendmahlsfrage, daß die Einheit der Reformatoren größer erscheinen muß als ihre Verschiedenheit. Und nun die letzte Frage: Welcher Gesichtspunkt ist der wichtigere? Für den Historiker als Diener an der Erforschung der geschichtlichen Wahrheit der erstere, für den Historiker als Menschen seiner Zeit und Gegenwart der letztere; denn nur diejenige Geschichte ist lebendig, die unserer Gegenwart etwas zu sagen hat.

Zürich. L. v. Muralt.

RICHARD FELLER, *Der Staat Bern in der Reformation.* Zweiter Band der Gedenkschrift zur Vierjahrhundertfeier der Bernischen Kirchenreformation, herausgegeben vom Evangelisch-reformierten Synodalrat des Kantons Bern. Bern 1929. Kommissionsverlag von Dr. G. Grunau. 269 S.

Unter den zahlreichen Werken zur schweizerischen Reformationsgeschichte, welche in den letzten Jahren anläßlich der Vierjahrhundertfeiern der Reformation besonders in Bern, dann auch in Basel, Schaffhausen, im Thurgau und an andern Orten geschrieben wurden, nimmt dieses Buch des Berner Schweizerhistorikers einen ganz hervorragenden Platz ein und ist von ganz besonderer Eigenart. Es stellt eine Verfassungsgeschichte im vollsten Sinne dar, eine Staatslehre von Bern in der Reformationszeit, indem es die Fragen nach der Entstehung, Begründung und Rechtfertigung des Staates, nach dem Zwecke und Inhalt desselben, nach seiner Wirksamkeit und Tätigkeit, wie Gerichtsbarkeit, Eid, Leibeigenschaft, Volksanfragen, Landesverwaltung, Mannschaftsrecht, Steuern, Gesetzgebung, lokale Selbstverwaltung, Staatsbehörden usw. untersucht. Dazu bietet es eine Darstellung der wirtschaftlichen Verhältnisse, der Söldnerdienste und gibt einen Überblick über die auswärtige Politik. Ganz besonders eingehend behandelt es das Verhältnis von Staat und Kirche. Es gliedert sich in zwei Hauptteile. Der erste behandelt alle diese Fragen vor der Reformation, der zweite während und nach derselben. Dadurch wird in hochinteressanter Weise greifbar, welche Bedeutung die religiös-kirchliche Umwälzung für die Struktur des Staates gehabt hat.

Der Staat vor der Reformation war dualistisch, Obrigkeit und Untertanen standen sich als selbständige Größen gegenüber. Die Rechtsordnung, die das Verhältnis der beiden Teile zueinander regelte, war keineswegs einheitlich, sondern von Herrschaft zu Herrschaft verschieden. Die Stärke des Staates beruhte allein auf dem korporativen Zusammenschluß aller Teile, auf dem guten alten, verbrieften Rechte. Die Einheit war nur in der Obrigkeit der Hauptstadt wirklich da. Das Ganze war noch nicht begrifflich als « Staat » erfaßt, der Staat hieß vielmehr « Schultheiß, Klein und Groß Rät von Bern ». Ihre Herrschaftsgewalt leitete die Obrigkeit ab aus übergeordneten Rechten, alten Rechten, kaiser-

lichen Privilegien. Die Begründung und Rechtfertigung des Staates beruhte auf dem Naturrecht, die Stimmen, die eine göttliche Gründung des Staates vertraten, drangen nicht durch. Dieser Staat nahm seinen bestimmten Platz ein in der mittelalterlichen ständischen Gliederung. Er diente zunächst der Kirche als ihr weltlicher Arm, übernahm ihren Schutz besonders über Klöster. Der Staat strebte aber über diese dienende Stellung hinaus. Die Absicht der Obrigkeit war, den Klosterbesitz in unmittelbare Staatsgewalt überzuführen und dadurch die weltlichen Fragen klösterlicher Grundherrschaft, Gerichtsbarkeit u. a. selbst zu übernehmen. Er setzte Steuern und Kriegsdienst klösterlicher Untertanen durch. Die Verderbnis des geistlichen Standes im 15. Jahrhundert führte zu weitern Eingriffen des Staates in die kirchlichen Verhältnisse. Die Obrigkeit mußte aus Gewissensgründen kirchenregimentliche Aufgaben übernehmen. « Die Obrigkeit erfuhr etwas Neues, die Verantwortung für das Seelenheil der Untertanen, womit ein großer Gedanke der Reformation angebahnt war ». (S. 98).

Sehr fein schildert Feller nun den « Beginn der Reformation ». Die neue Predigt des Evangeliums weckt die Gewissen und schafft ein neues religiöses Bewußtsein. Die Verwirklichung desselben ist das Werk des Bürgertums. Dieses fühlt sich auch in seinem äußern Dasein bedroht durch den Zerfall der Sitten. Die Reformation versprach auch für weltliche Gebrechen Heil, viele schlossen sich der neuen Bewegung nur an, weil sie hofften in die Ämter zu gelangen. « So vielgestaltet, neidisch und gebieterisch ist die Wirklichkeit, daß sie selbst der geschichtlichen Stunde den reinen Ausdruck des Göttlichen versagt » (S. 113). Eine Fülle von Gedanken drängen sich auf wenigen Seiten zusammen, der Beziehungsreichtum des geschichtlichen Lebens kommt wundervoll zum Ausdruck. Für den Staat bestand die Bedeutung der Reformation nun darin, daß « die Regierung die große Entdeckung machte, daß das Staatsbewußtsein von der Religion aus bestimmt werden könne. Sie griff aus allen Gedanken der Reformation vorweg die paulinische Lehre vom göttlichen Auftrag der Obrigkeit heraus und brach in diesem Punkte mit dem alten Glauben » (S. 113). Der Beschluß zur Disputation bedeutet die Verselbständigung des bernischen Staatsrechtes gegen Kirche und Reich. Es war ein völlig neuer Staatsgedanke gegeben, der schließlich weitgehende Folgen haben mußte; diese Auffassung mußte die der Obrigkeit gegenüberstehenden, selbständigen Teile des Staates, die einzelnen Ämter und Landstädte als selbständige politische Größen bedeutungslos werden lassen und alle Hoheit der Obrigkeit allein zuweisen. Diese beanspruchte tatsächlich für sich die « Souveränität ». Feller führt aus, wie man wohl das Wort, aber noch nicht den Inhalt des neuen Staatsgedankens besaß. « Die Aufgabe war eine doppelte, die Souveränität als Begriff zu bestimmen und die Herrschergewalt fest zu umschreiben » (S. 132). Noch standen lange alte korporative, dualistische und neue autoritative, zentralistisch-absolutistische Staatsauf-

fassung nebeneinander, ja gegenüber den Gegnern der Reformation und gegenüber denen, die von der kirchlichen Neuerung zu viel erwarteten, wie die Täufer und Bauern, welche die Abschaffung der Zehnten u. a. forderten, wurden gerade die alten Rechte geltend gemacht. Die Regierung führte die Reformation nicht durch auf Grund ihrer Macht und der göttlichen Begründung derselben, sondern auf Grund des Rechtes und des Gewissens. « Zum Helfer in der Not wurde der alte Staat, jener Verband von Haupt und Gliedern, dessen Stärke nicht in der Gleichheit, sondern im verbrieften und gesicherten Recht eines jeden war » (S. 119). Die Obrigkeit, die ja die Durchführung der Reformation erst unter dem Zwang der Zunftgemeinden in der Stadt an die Hand nahm, handelte auch nicht, ohne sich das Einverständnis der Untertanen auf der Landschaft eingeholt zu haben.

Von besonderem Interesse und Werte scheinen mir die Ausführungen Fellers über das Verhältnis von Staat und Kirche nach der Reformation zu sein. Das Maßgebende hatte Zwingli in seiner Schrift « Von göttlicher und menschlicher Gerechtigkeit » gesagt. Die Obrigkeit ist von Gott gesetzt als Lehrmeisterin der Menschen, ihrer Herrschaft sind aber bestimmte Grenzen gesteckt, « sie hat kein Recht, in das Verhältnis zwischen Gott und Mensch einzugreifen » (S. 122). Am freimütigsten spricht sich darüber der Synodus aus. Der Glaube ist « eine wissentliche Versicherung des Herzens .... Die Obrigkeit hüte sich, die Freiheit des Gewissens mit ihren Geboten anzutasten und dem Heiligen Geist ein Ziel zu stecken » (S. 125). In der Geistlichkeit blieb der Gedanke der Freiheit der Wortverkündigung und des Rechtes des Widerstandes gegen eine irrende Obrigkeit auch lebendig, als der Staat in immer stärkerem Grade die Leitung der Kirche an die Hand nahm. Diese doppelte Bestimmung der Staatsaufgabe der Kirche gegenüber, auf der einen Seite die göttliche Begründung der Obrigkeit und der ihr erteilte Auftrag, für die richtige Wortverkündigung zu sorgen, auf der andern die Pflicht, dem Gewissen eine staatsfreie Sphäre offen zu lassen, war nicht leicht in der Wirklichkeit durchzuführen. Dieser Begrenzung trug die Obrigkeit darin Rechnung, daß sie die Landschaften ausdrücklich erklären ließ, daß sie sich ungezwungen gleichförmig gemacht haben. Am schwierigsten wurde aber die Stellung der Obrigkeit den Täufern gegenüber. Hier fand sie die Formel, daß sie in Glaubenssachen wohl Hand und Mund, nicht aber dem Herzen gebieten dürfe. Da erhebt sich nun die Frage, auf die Feller nicht ausdrücklich eingeht, warum eine öffentliche Betätigung andern Glaubens in den reformierten Gemeinwesen nicht möglich war, warum Katholiken und Täufer ausgewiesen, letztere, wenn sie rückfällig wurden, mit dem Tode bestraft wurden. Eine wesentliche Antwort liegt in der Feller'schen Darstellung, wie mich der Verfasser belehrte, darin, daß ja die neue kirchliche Ordnung mehrheitlich vom Volke als die dem Worte Gottes gemäße Ordnung erkannt und angenommen war. Dabei mußte man

nun doch bleiben und es war Aufgabe der Obrigkeit, die Kirche dabei zu schützen und Störungen der öffentlichen Ruhe und Ordnung — diese war jetzt bei zwiespältiger kirchlicher Betätigung unvermeidlich — zu verhindern. Eine weitere Antwort liegt ja schon in der Formel, daß sie in Glaubenssachen Hand und Mund gebieten dürfe. Die Auffassung der Obrigkeit war, daß « sich alle Bewohner des Staatsgebietes den äußern Forderungen der Reformation unterwerfen » (S. 129) sollten. In der Betonung der Annahme der Reformation durch eine Mehrheit und in der Unterscheidung des innern und des äußern Menschen, wobei sich letzterer den festgelegten Ordnungen fügen soll, ist die Auffassung enhalten, daß die äußern Ordnungen der reformierten Kirche rechtlicher Natur sind. Feller sagt an anderer Stelle, daß « der göttliche Auftrag der Obrigkeit in das bernische Staatsrecht aufgenommen wurde » (S. 115) und daß die Obrigkeit « den Ortsrechten vielen Stoff durch ihre ausgreifenden Reformationsmandate entzog » (S. 143). Auch der Synodus spricht sich an einer von Feller nicht zitierten Stelle deutlich darüber aus: Die Obrigkeit solle von göttlicher Regierung, soweit diese äußerlich sei, nicht abstehen, sondern den freien Lauf der Gnade durch ihre Gewalt, als Mitgehülfen Gottes, fördern. Darum soll die Obrigkeit, da sie « das Evangelium angenommen und den underthanen fürgetragen, dasselbig ouch als ein Municipal- und besunder Stattrecht geschworen », dasselbe zu Stadt und Land handhaben. Es ist « wie ein andere üßerliche satzung üwerer Herrschaft ze achten ». Die Möglichkeit zu dieser merkwürdigen Auffassung des Evangeliums als eines Stadtrechtes, das doch den Reformatoren als Mittel des göttlichen Geistes zur Weckung des Glaubens galt, lag einerseits darin, daß ja die Bibel als Wort Gottes unerschütterliche Richtschnur alles Glaubens und Lebens war, und andererseits darin, daß der äußere Mensch in dieser Welt der Erbsünde unterworfen war, also nur durch gewaltsame Zucht zu einem friedlichen Gemeinschaftsleben gezwungen werden konnte, in welchem überhaupt die Verkündigung des Evangeliums möglich war. Darin liegt ja nun aber die klare Meinung, daß diese äußere Zwangsordnung keineswegs das göttliche Gesetz in seiner himmlischen Reinheit sei. Deshalb konnte man den innern Menschen, der im Glauben seine Rechtfertigung und Heiligung erfuhr von diesem äußern unterscheiden und diese innere Sphäre freilassen. Bekanntlich beantwortet Troeltsch die oben von uns gestellte Frage, warum im reformierten Gemeinwesen nur ein Glaube geduldet wurde, mit der These, daß im Protestantismus noch wie im Mittelalter die Idee einer einheitlichen Christenheit, eines corpus christianum, lebendig gewesen sei. Holl hatte dann diese These bei Luther abgelehnt und neuerdings wird sie auch für Zwingli als durchaus unbegründet bestritten[1]. Feller geht deshalb nicht auf diese gelehrten Kontroversen ein, weil die bernischen Quellen über

[1] Alfred Farner, Die Lehre von Kirche und Staat bei Zwingli. (Tübingen 1930).

diese Idee nichts enthalten. Gerade seine gründlichen Quellenforschungen ermöglichen es uns nun aber zu sagen, daß diese Idee des corpus christianum eben tatsächlich nicht vorhanden war, daß die Antwort auf unsere Frage vielmehr in der von uns versuchten Weise gegeben werden muß. In diesem Zusammenhange gesehen tritt das Buch Fellers als wertvoller Beitrag, aufgebaut auf einem geschlossenen lokalen Quellenmaterial, in den weiten Bereich allgemeiner Reformations- und neuerer Geschichte ein.

Den weitern Inhalt des Buches können wir nur noch andeuten. Wohl zum Feinsten gehören die Ausführungen über die « Tätigkeit des reformierten Staates ». Dabei führt Feller wieder an die letzten Fragen der Reformation heran, nämlich an die Spannung, die besteht zwischen dem Gedanken der Erbsünde und der Nichtigkeit alles menschlichen Tuns und den doch geltenden Forderungen des göttlichen Gesetzes, der Forderung nach sittlicher Bewährung im Berufe.

Feller berichtet ferner über die Verstaatlichung des Klostergutes, die neue Machtverteilung im Staate, die Verwaltungsreform, über Gehälter und Arbeitszeit, das amtliche Schriftwesen, Landvogteien und Landesverwaltung, die Entstehung der Landgemeinden — der Gedanke der Gemeinde ist wesentlich eine Schöpfung der Reformation — das Heerwesen, die Wohltätigkeit des Staates, ein sehr inhaltsreiches Kapitel. Im letzten Kapitel über Staat und Wirtschaft wird über die Abfindung der Klosterinsaßen, über die Verwendung des Klostergutes, die Einkünfte des Staates, Zehnten, Zinsen, die Bevölkerungszunahme, Gewerbe, Landwirtschaft, besonders die Landnahme usw. berichtet.

Der Verfasser mußte, um den Umfang der Gedenkschrift nicht zu groß werden zu lassen, auf die Drucklegung ausführlicher Abschnitte über die Sittengesetzgebung, die Sittenzucht, besonders das Verhältnis zwischen Prädikanten, Staat und dem gesamten Täuferproblem verzichten. Alle Freunde der Reformationsgeschichte können nur wünschen, daß sie auch diese Ausführungen aus so wohl unterrichteter Feder doch noch erhalten mögen.

Ganz abgesehen von den spezifisch reformationsgeschichtlichen Interessen, die der Referent besonders hervorgehoben hat, bietet das Buch naturgemäß jedem Schweizerhistoriker ein außergewöhnlich reiches Bild schweizerischer Verfassungs- und Kulturgeschichte um die Wende des 15. und 16. Jahrhunderts. Und weiterhin findet auch der bernische Lokalhistoriker unerschöpfliches Material für seine Interessen, Material, das zugleich in einen übergeordneten sinnvollen Zusammenhang gebracht ist. So möchte ich dem Buche weitgehende Verbreitung unter den Freunden der Geschichte wünschen und dadurch dem Verfasser meinen wärmsten Dank für die vorzügliche Leistung aussprechen.

Zürich. L. v. Muralt.

WERNER NAEF, *Zur Geschichte der Heiligen Allianz.* Berner Untersuchungen zur allgemeinen Geschichte, Heft 1. Bern 1928. Verlag Paul Haupt.

Der Inhalt dieser Schrift stellt die Ergebnisse von Untersuchungen dar, welche im Historischen Seminar der Universität Bern durchgeführt und durch den Verfasser überprüft und vervollständigt wurden. Zur Diskussion stand im wesentlichen die Urheberschaft, d. h. der Anteil des Zaren Alexander I. und derjenige Metternichs an der Abfassung des Vertragstextes.

Man wußte bis jetzt, daß der Zar den andern Monarchen einen Entwurf vorlegte, in welchem Metternich eine « in religiöses Gewand eingekleidete philanthropische Aspiration » erblickte, und der nicht den Stoff zu einem zwischen den Monarchen abzuschließenden Vertrag darbot. Er redigierte denn auch, indem er diesen Entwurf umarbeitete, durch geschicktes Einfügen stilistisch unwesentlicher, aber inhaltlich umgestaltender Aenderungen das endgültige Vertragsinstrument der Heiligen Allianz.

Nachforschungen nach jenem Entwurf führten den Autor auf ein Manifest, durch welches im Dezember 1815 der russische Kaiser seinen Völkern den Abschluß der Heiligen Allianz mitteilte. Indem Naef dieses mit dem Vertragstext verglich, sah er sich durch eine im Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchiv aufgefundene Gegenüberstellung der Beiden mit Anmerkungen Metternichs unterstützt. Die Untersuchung ergab eine lückenlose Parallelität des Gedankenaufbaus zwischen den zwei Dokumenten, aber auch drei wesentliche Abweichungen. Das Zarenmanifest will anstelle früherer Regierungspraxis ausdrücklich das Programm einer besseren Zukunft setzen, während der Vertragstext einfach an die grossen Ereignisse der drei letzten Jahre anknüpft und bereits betätigte Regierungsmaximen bekräftigt. Jenes spricht von der Brüderlichkeit unter den Menschen schlechthin, dieser bezieht sie nur auf die Fürsten. Der Vertrag enthält eine Einladung zum Beitritt an alle Mächte, das Manifest möchte außerdem eine starke Drohung gegenüber allfällig Wiederaustretenden beifügen. Aus dem Zarenprogramm, welches Bewegung bringen sollte, wurde demnach unter Metternichs Händen ein Versicherungsvertrag, welcher einen politischen Zustand fixierte und garantierte.

In dieser Entstehungsgeschichte der Heiligen Allianz läßt sich daher der geistige Abstand zwischen dem Zaren und Metternich messen, den ersterer durch das Manifest hervorhob; erst seit Aachen und Troppau konnte er zur Politik des Staatskanzlers herübergezogen werden.

Diesen Ausführungen über die Entstehung des Vertragstextes schließt sich ein zweiter Abschnitt an, welcher den Beitritt der Schweiz zur Heiligen Allianz behandelt. Als die Einladung an die Tagsatzung erging, stiegen sogleich politische Bedenken auf, ob man nicht weitreichende Verpflichtungen übernehme, die mit der schweizerischen Neutralität in Widerspruch geraten und für die « anspruchslose » Freiheit der Schweiz bedrohlich werden könnten. Erst beruhigende Versicherungen des rus-

sischen Geschäftsträgers von Krüdener bewogen die Eidgenossenschaft zum Beitritt, welchen sie nach schwerfälliger Prozedur unter vorsichtiger und geschickter Betonung ihrer Freiheit, Unabhängigkeit und Neutralität vollzog. Vergleiche zum Völkerbundseintritt drängen sich hier auf.

Ein dokumentarischer Anhang bringt neben dem Vertragstext u. A. das Zarenmanifest, jene österreichische Vergleichung und die Beitrittserklärung der Schweiz.

Der Historiker wird an diesen wohlfundierten und überzeugenden Untersuchungen seine Ansichten über die Heilige Allianz neu orientieren.

Zürich. Otto Weiß.

EDGAR BONJOUR, *Heinrich Gelzers Vermittlungstätigkeit im Neuenburger Konflikt 1856/57.* (Separatabdruck aus «Schweizerische Monatshefte für Politik und Kultur», 9. Jahrgang, Heft 11) Bern-Leipzig, 1930, 19 S.

Die vorliegende Studie ist wie die in Heft I/1930 dieser Zeitschrift erschienene größere Arbeit des Verfassers das Ergebnis von Studien in norddeutschen Archiven, speziell in diesem Falle im Preußisch-Brandenburgischen Hausarchiv in Berlin-Charlottenburg. Heinrich Gelzer, (geboren 1813 in Schaffhausen, gestorben 1889 bei Basel) hatte sich den König Friedrich Wilhelm IV. früher einmal dadurch verpflichtet, daß er ihn vor den mörderischen Absichten eines internationalen, revolutionären Geheimbundes in der Schweiz rechtzeitig warnte. Gelzer, der als angesehener Gelehrter und Historiker in Basel wirkte, hatte früher während sieben Jahren in Berlin gelebt und kannte den komplizierten Charakter des Königs gut. Freiwillig stellte er die persönliche Sympathie, die ihm Friedrich Wilhelm IV. bewahrt hatte, in den Dienst der Vermittlung im Neuenburger Handel. Es ist ihm auch gelungen, im Sinne der Mäßigung auf den König einzuwirken, wenn er auch an der durch die Dazwischenkunft Englands und Frankreichs schließlich bewirkten Lösung der Angelegenheit nicht in entscheidender Weise beteiligt war. Die kleine Ergänzungsstudie Bonjours zeigt deutlich, daß Friedrich Wilhelm IV. nicht mit dem Schlagwort eines «geistig und physisch impotenten Menschen» abgetan werden kann.

Zürich. Anton Largiadèr.

ERWIN POESCHEL, *Das Burgenbuch von Graubünden.* 312 S., 100 Tafeln und eine Burgenkarte im Maßstab 1 : 450 000. Zürich und Leipzig 1929. Verlag Orell Füßli.

Ein Burgenwerk ungewöhnlich im Ausmaß, ungewöhnlich in der Ausstattung und bemerkenswert in der Präzision der Angaben und in der Fülle der Ergebnisse hat der Kanton Graubünden erhalten. Ungewöhnlich ist aber auch die Art der Entstehung des Werkes: die Direktion der Rhätischen Bahn in Chur hat in einer einzigartigen, hohen Auffassung von der Kulturaufgabe ihres Unternehmens das «Burgenbuch» gefördert und sein Erscheinen ermöglicht. Schon vor Jahren hatte die

Rhätische Bahn ein anderes Unternehmen, die drei Bände des « Bürgerhauses in der Schweiz », Abteilung Graubünden, in namhafter Weise unterstützt und dadurch mitgeholfen, daß Graubünden eine abgeschlossene Darstellung des in diesem Lande so reichen Wohnhausbaues erhalten hat. Eine solche Kulturpolitik muß nachdrücklich hervorgehoben werden, gehört es doch in unserem Lande zu den größten Seltenheiten, daß kommerzielle Unternehmungen den Druck wissenschaftlicher Werke unterstützen. — Wer sich bis anhin über bündnerische Burgen unterrichten wollte, war auf die älteren Werke von Hottinger und Schwab, Die Schweiz in ihren Ritterburgen und Bergschlössern (1828—1839) und Heinrich Kranek, Die alten Ritterburgen und Schlösser in Hohenrätien (1834) angewiesen. Vereinzeltes war auch in Monographien zu finden. Nun hat Architekt Erwin Poeschel, der seinerzeit die außergewöhnlich reichhaltigen und treffsicheren Einleitungen zu den drei « Bürgerhausbänden » von Graubünden geschrieben hatte, auch die bündnerischen Burgen zum Gegenstand einer Studie gemacht. Es mögen an die vierhundert Burgen und Wehrbauten sein, die in dem Bande dargestellt sind. Das Wesentliche an der Anordnung des Bandes ist die Zweiteilung des Stoffes. Die Details der Baubeschreibung und der Burgenschicksale wurden in Form von knappen Angaben in einem Lexikon zusammengefaßt. Alle allgemeinen Ergebnisse sind in einem ersten Teil gesondert vereinigt, den der Verfasser nach folgenden Gesichtspunkten gegliedert hat: Vorgeschichte und Entwicklung der Form; Existenzgrundlagen der Burg in Currätien; die Ausbreitung im hohen Mittelalter; Nachblüte und Ausgang; der Bau und seine Teile. Wertvolles, auf Grund von Einzeltatsachen erarbeitetes Material bietet das letztgenannte Kapitel «der Bau und seine Teile». Wohl haben wir in der schweizerischen Literatur keinen Mangel an Behauptungen über das Aussehen der Burgen in vergangenen Zeiten, aber die meisten dieser Arbeiten sind nicht gehörig fundiert. Wenige Ausnahmen gab es: so z. B. die Aargauer Burgen von Walther Merz und der auf ostschweizerischen Beispielen aufgebaute Versuch von Heinrich Zeller-Werdmüller, Mittelalterliche Burganlagen der Ostschweiz (Mitt. der Ant. Gesellschaft in Zürich, Bd. 23, 5). Poeschels Ergebnisse über den Burgenbau verdienen auch außerhalb der Grenzen unseres Landes Beachtung, man darf sie ruhig dem Werke von Piper, Burgenkunde (2. Auflage 1906) an die Seite stellen. Der zweite Teil des Buches ist nach Landschaften und innerhalb derselben nach den einzelnen Burgen geordnet. Sehr reich ist die Ausstattung mit Grundrissen, Aufrissen und Schnitten; es ist dies natürlich die einzige Grundlage, auf welcher über die bauliche Anlage der Burgen diskutiert werden kann. Dazu kommt noch ein photographisches Abbildungsmaterial auf hundert Tafeln. Die den einzelnen Burgen beigefügten Textangaben werden auch dem Historiker z. Teil Neues bringen: so konnten z. B. eine Reihe von nicht edierten Misoxer Urkunden verwendet werden, die Poeschel aus

dem Abschriftenmaterial von Prof. Dr. Karl Meyer in Zürich zur Verfügung gestellt worden sind. — Die drucktechnische Ausstattung des Bandes ist einwandfrei.

Zürich. Anton Largiadèr.

GOTTLIEB BINDER, *Altzürcherische Familiensitze am See als Erinnerungsstätten.* Erlenbach-Zürich, 1930, Eugen Rentsch, Verlag. 157 Seiten. Mit 4 farbigen Bildern und 53 Tafeln.

Aus Adolf Freys Lebensbild von Conrad Ferdinand Meyer wußte man von jeher, welch große Rolle der Zürichsee mit seiner reizvollen Uferlandschaft im Leben des Dichters gespielt hat und man lernte in dem Kapitel die « Tafelrunde von Mariafeld » die Bedeutung des Wille'schen Hauses kennen. Es war daher eine dankenswerte Aufgabe, einmal den alten Landsitzen am Zürichsee eine besondere Studie zu widmen und ihren Beziehungen zur Politik, Literatur, Wissenschaft und Musik nachzugehen. Der Verfasser, der sich schon in früheren Veröffentlichungen mit der Geschichte des Zürichsees befaßte, hat seinen Stoff mit großer Liebe und mit eindringendem Verständnis bemeistert und seine Schilderung, in welcher Goethe, C. F. Meyer, Mommsen, Liszt, Wagner und eine ganze Reihe von ehrenwerten alten Zürcher Kaufleuten und Bürgermeistern in ihren Beziehungen zu den Zürichseegütern heraufbeschworen werden, vermag den Leser bis zum Schlusse zu fesseln. Der Verlag hat das Buch mit einer großen Zahl von ausgezeichneten Abbildungen versehen.

Zürich. Anton Largiadèr.

Basler Jahrbuch 1930. Herausgegeben von AUGUST HUBER und ERNST JENNY. 50. Band. Basel, 1930, Helbing & Lichtenhahn. 378 S. (Mit einem Gesamtregister über die Jahrgänge 1 bis 50 des Basler Jahrbuchs.)

Aus dem Basler Jahrbuch auf das Jahr 1930, mit dessen Erscheinen das Unternehmen auf die Herausgabe von fünfzig Bänden zurückblicken kann, sei vor allem auf die persönlichen Erinnerungen an den Basler Staatsarchivar und Geschichtsschreiber Rudolf Wackernagel verfaßt von seinem Sohne Martin Wackernagel, dem in Münster i. W. wirkenden Kunsthistoriker, hingewiesen. Neben dem Lebensbilde Wackernagels, das im Basler Jahrbuch 1926 aus der Feder Rudolf Thommmens ererschienen war, wird jeder Leser der « Geschichte der Stadt Basel » die persönlichen Erinnerungen an den Verfasser dieser einzigartigen Stadtgeschichte mit größter Teilnahme verfolgen. Es ist ein Genuß, die geistige Umwelt dieses Mannes kennen zu lernen und man versteht das Urteil Hermann Wartmanns, des strengen und mit dem Lobe kargenden St. Gallers, der einst vor Jahren bekannte, Wackernagels Geschichte der Stadt Basel sei eine der besten landesgeschichtlichen Darstellungen, die er kenne.

— Auch die Würdigung des kürzlich verstorbenen Basler Romanisten Ernst Walser aus der Feder von Werner Kaegi (S. 261—266 des Jahrbuches) darf in unserer Zeitschrift hervorgehoben werden.

Zürich. Anton Largiadèr.